



# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021



# Allocution d'ouverture

Neil Cole, Secrétaire exécutif de  
CABRI



# Vue d'ensemble

- Lancement du programme BIFCCA (Budgétisation inclusive et financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique)
- Structure de l'événement virtuel – 2 jours
- Points saillants du compte-rendu principal

# Programme BIFCCA

- Partenariat entre CABRI, l'IIED, l'IBP et le PNUD.
- La phase initiale, d'une durée d'un an, est financée par l'ASDI (Agence suédoise de coopération internationale au développement)
- Soutient des liens étroits entre la politique de la lutte contre le changement climatique, le genre et le processus budgétaire.
- Apporte son appui à la mobilisation d'un processus budgétaire national et local plus élargi, qui implique le gouvernement, les assemblées législatives, les partenaires du développement et la société civile.
- Promeut la résilience au changement climatique en Afrique et soutient les gouvernements africains afin qu'ils profitent à l'avenir des opportunités d'une transition juste vers la neutralité carbone.

# BIFCCA, suite...

- Comprend des combinaisons soigneusement séquencées de travaux techniques, de renforcement des capacités, d'engagement politique, de recherche de consensus, de mise à l'essai d'engagements (engagements-pilotes) et de mise en œuvre de réformes.
- Trois composantes :
  - ✓ **Composante A** : sous la direction de CABRI, favorise l'apprentissage et l'échange entre pairs (approche du Dialogue sur les Politiques) et la GC (gestion des connaissances).
  - ✓ **Composante B** : dirigée par le PNUD, apporte aux pays une assistance technique dans le cadre des réformes de l'intégration du changement climatique.
    - Ghana : deuxième EIDPC ; Ouganda : marquage du budget lié au climat
  - ✓ **Composante C** : sous la direction de l'IBP et de l'IIED, renforce les acteurs visant à garantir la surveillance (supervision), la transparence et la responsabilité (redevabilité) ainsi que les pratiques s'y rapportant. Évaluations du paysage de responsabilité pour le Ghana et l'Ouganda.

# Structure de l'événement virtuel

- Deux jours, 3 heures par jour
- Les ministères des Finances, du Budget, de la Planification (ou du Plan) et de l'Environnement, feront part de leurs expériences et de leurs plans futurs en matière d'intégration du changement climatique dans la budgétisation et les finances
- Des présentations et des discussions facilitées
- Des produits du savoir :
  - ✓ Compte-rendu principal : L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et les finances
  - ✓ Document COVID-19 : Les implications potentielles de la COVID-19 pour les dépenses liées au changement climatique
- Tous les produits du savoir seront disponibles sur le site [www.cabri-sbo.org](http://www.cabri-sbo.org)

# Points saillants du compte-rendu principal

- Le changement climatique a un impact sur la croissance et les finances publiques des économies africaines
- Le CC devrait entraîner une **perte annuelle moyenne de 3,2 % du PIB** pour l'ensemble du continent d'ici à 2050.<sup>i</sup>
- Aborder le changement climatique par le biais du budget, nécessite **des outils et des approches d'intégration.**
  - Il faut regarder au-delà des programmes CC explicites /du secteur de l'environnement, car presque toutes les dépenses publiques contribuent potentiellement aux GES ou sont vulnérables aux impacts du changement climatique.
- Mais, les processus budgétaires peuvent **ne pas toujours donner la priorité au CC**
  - Les raisons comprennent le manque d'espace budgétaire, l'ambiguïté définitionnelle, l'incertitude dans les projections au niveau des pays, etc.

*En dépit de ce constat, les MdF, ont développé diverses approches novatrices pour intégrer le CC dans leur cycle budgétaire.*

# Points d'entrée qui facilitent l'intégration du changement climatique dans le cycle budgétaire

- Examen des politiques et des stratégies CC
- Les EIDPC
- PEFA climat

Planification stratégique

- Plans CC chiffrés
- Intégration du CC dans les plans

Examen des politiques

Élaboration et approbation du budget

- Prévisions tenant compte du climat
- Gestion des risques budgétaires liés au climat
- Alignement des budgets sur les stratégies CC
- Circulaires et audiences budgétaires
- Collaboration avec les commissions parlementaires

- Implication des OSC travaillant sur le CC
- Examen par le pouvoir législatif des budgets et des dépenses
- Éco-audits

Audit et évaluation

Exécution du budget

- Gestion des performances sensibles au climat et BAP
- Effectuer le suivi des dépenses climatiques

Comptabilité et suivi

- Passation des marchés (commande publique) sensible au climat
- Relever les défis liés à l'exécution

# Instantané des progrès réalisés à travers l'Afrique

La planification CC est de loin le point d'entrée le plus largement suivi :

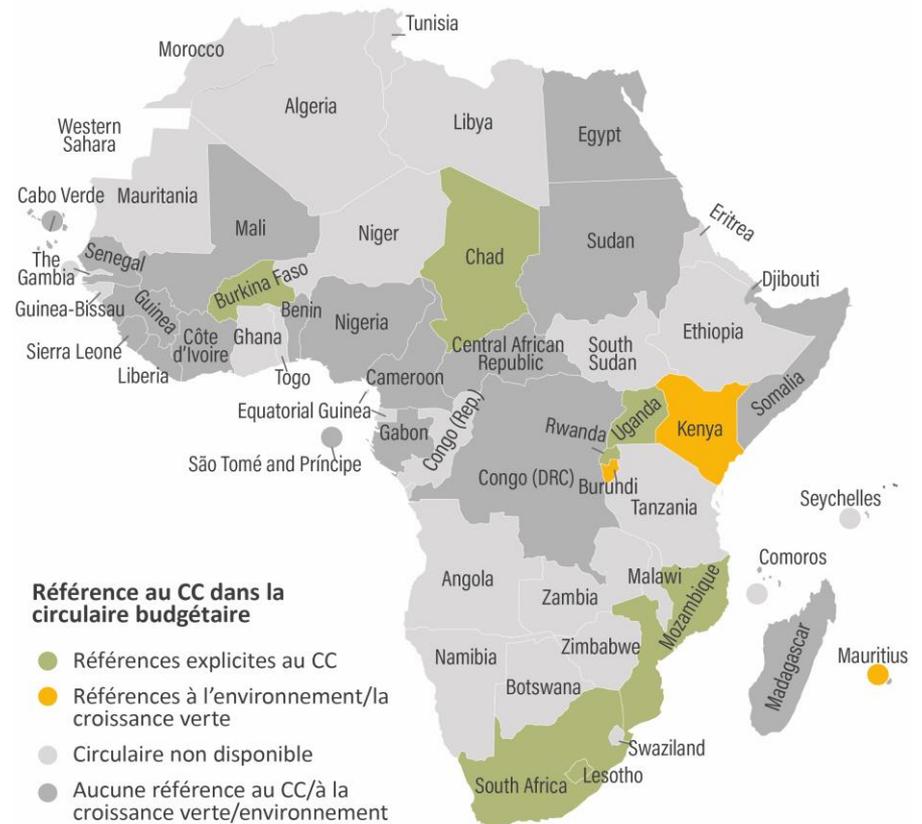
- 40 gouvernements africains ont produit une **stratégie ou un plan national de lutte contre le changement climatique**, tandis que cinq autres sont en train de les élaborer.
- 53 ont soumis des CDN/CPDN à la CCNUCC.



# Instantané des progrès réalisés à travers l'Afrique

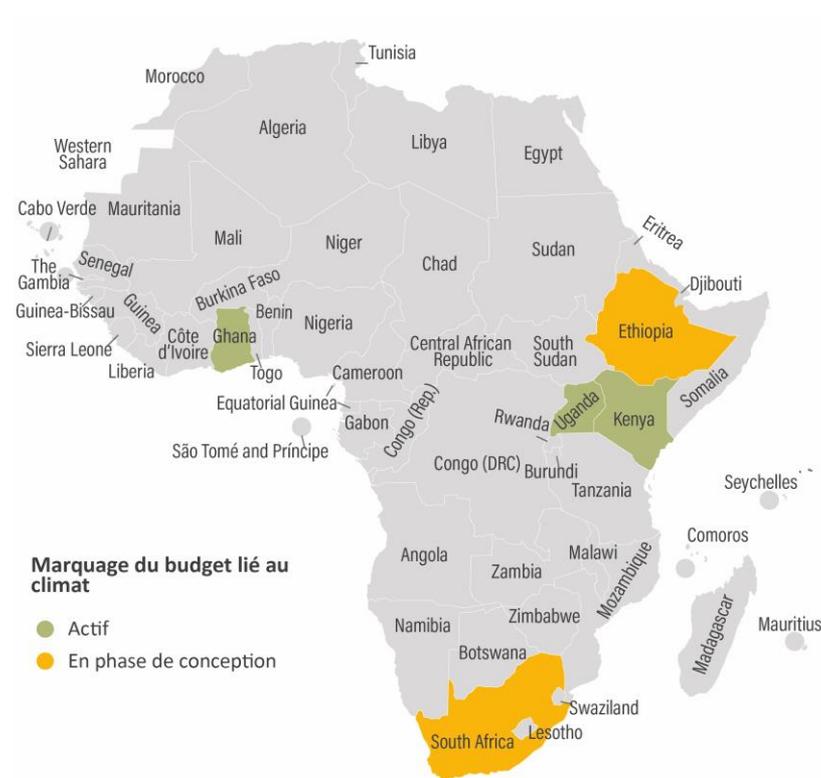
Sur les 29 pays pour lesquels nous avons une récente **circulaire budgétaire** sur le portail de CABRI « Enquêteur du budget » :

- **7** font explicitement référence au changement climatique, et
- **3 autres** mentionnent l'environnement ou la croissance verte.
- À titre comparatif, **16 pays** évoquent le genre/ l'inclusion.



# Instantané des progrès réalisés à travers l'Afrique

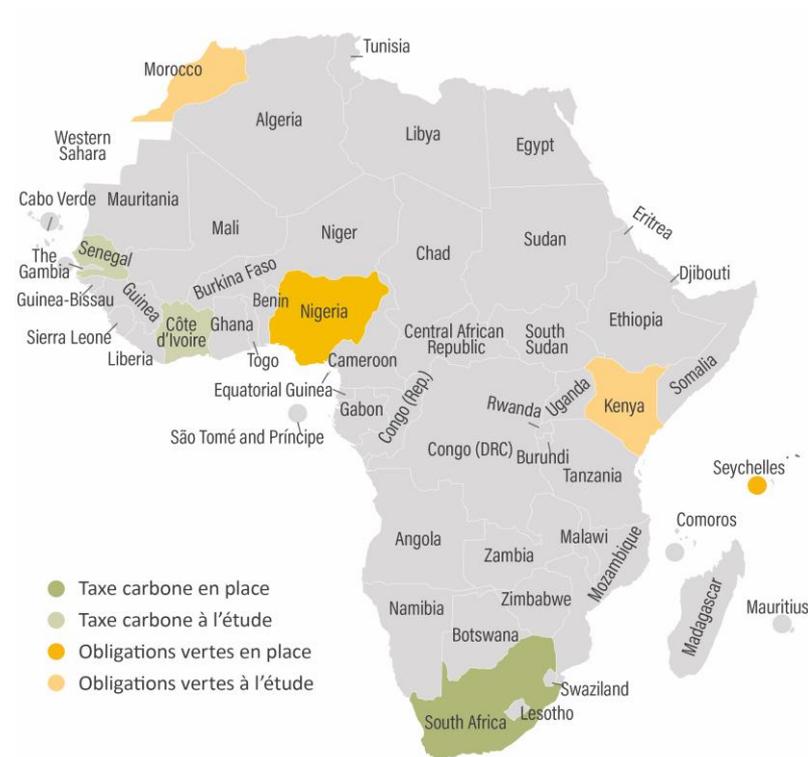
- Systèmes de **marquage du budget lié au climat** mis en oeuvre dans 4 pays.
- Deux autres sont actuellement en cours de conception.
- La conception de ces systèmes varie selon les pays.
- Parfois précédé d'un examen institutionnel et des dépenses publiques climatiques (EIDPC).



# Instantané des progrès réalisés à travers l'Afrique

Moins de progrès à ce jour sur le plan des recettes :

- L'Afrique du Sud est le seul pays du continent où une taxe carbone est actuellement en cours de mise en œuvre, bien que la Côte d'Ivoire et le Sénégal envisagent des **taxes carbone** dans le cadre de leurs CDN.
- Le Nigéria et les Seychelles, ont émis des **obligations bleues/vertes**, tandis que des mesures préparatoires ont également été prises au Maroc et au Kenya.



# Remarques finales

- L'intégration du changement climatique dans les budgets et les finances devrait être abordée de manière **itérative et progressive**
- Les réformes qu'un gouvernement poursuivra dépendront :
  - des **vulnérabilités climatiques** particulières du pays – Atténuation ? Adaptation ? Les deux ?
  - de **ses objectifs** – *Sensibilisation ? Amélioration de l'efficacité ? Attirer des financements extérieurs ?*
  - des niveaux de ses capacités et des systèmes préexistants – visant à tirer parti de ce qui est déjà en place.
- En réunissant les ministères des Finances pour discuter de ce sujet, l'intention n'est pas de promouvoir l'uniformité entre les pays, mais plutôt de **consolider et de partager les connaissances** qui pourraient être utiles aux ministères des Finances qui souhaitent faire avancer ce programme.

Je vous remercie



# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
REPUBLICQUE DU BENIN

\*\*\*\*\*

Cotonou, le 15 février 2021

**THÈME :**

**INTÉGRER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE  
DANS LA PRÉPARATION ET L'ADOPTION  
DU BUDGET**

Présenté par

- 1 INTRODUCTION
- 2 CADRE DE RÉFÉRENCE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE PROCESSUS BUDGÉTAIRE
- 3 AXES STRATÉGIQUES DE LA POLITIQUE NATIONALE DE GESTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.
- 4 DÉMARCHE D'INTÉGRATION DU CLIMAT DANS LE PROCESSUS BUDGÉTAIRE
- 5 CONCLUSION

# INTRODUCTION

- Nécessité de financement des politiques publiques de lutte contre les changements climatiques ;
- Revue du processus budgétaire et mise en place d'outils pour la prise en compte de la problématique liée au changement climatique ;
- Mise en place de plusieurs organes dont le Comité National sur les Changements Climatiques (CNCC) et la Commission de Modélisation Économique des Impacts et de l'Intégration des Changements Climatiques dans le Budget Général de l'État (CMEICB).

# APPROCHE DE PLANIFICATION POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA PROBLÉMATIQUE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le choix d'une approche de planification en trois temps :

- ❖ la prospective ;
- ❖ la planification stratégique ;
- ❖ l'établissement de plans pluriannuels d'investissement.

# CADRE DE RÉFÉRENCE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE PROCESSUS BUDGÉTAIRE

## ➤ **ENGAGEMENT INTERNATIONNAUX**

- ❖ Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement climatique
- ❖ Accord de Paris
- ❖ Les Objectifs de Développement Durable

## ➤ **INTRUMENTS NATIONAUX**

- ❖ Loi n° 2018 - 18 du 06 août 2018 portant règlementation des changements climatiques au Bénin.
- ❖ Les communications Nationales
- ❖ Les Contributions Nationales Déterminées
- ❖ Programme National de Développement (PND) 2018-2025
- ❖ Plan de Croissance et de Développement Durable (PC2D)
- ❖ Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2016-2021
- ❖ Cadres stratégiques sectoriels intégrant la dimension climatique

# AXES STRATÉGIQUES DE LA POLITIQUE NATIONALE DE GESTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

**Objectif spécifique 1** : Renforcer les capacités institutionnelles, individuelles et matérielles pour faire face efficacement aux changements climatiques.

- **Axe stratégique 1** : Intégration des changements climatiques dans les planifications.
- **Axe stratégique 2** : Renforcement de capacité et dynamisation de la gouvernance climatique.

**Objectif spécifique 2** : Assurer un développement à faible intensité de carbone et résilient aux changements climatiques dans tous les secteurs de l'économie.

- **Axe stratégique 3** : Atténuation des Changements climatiques.
- **Axe stratégique 4** : Adaptation aux changements climatiques.

**Objectifs spécifique 3** : Développer la recherche, l'innovation technologique et les systèmes d'information climatique.

- **Axe stratégique 5** : Recherche-développement et transfert de technologies.
- **Axe stratégique 6** : Éducation formelle, non formelle et informelle à la conscience des changements climatiques et promotion des comportements éco-citoyens.

**Objectifs spécifique 4** : Mobiliser les ressources et les partenariats stratégiques pour la gestion des changements climatiques.

- **Axe stratégique 7** : Accroissement des ressources financières nationales.
- **Axe stratégique 8** : Optimisation de l'accès aux ressources financières internationales liées au climat à travers les coopérations.

# DEMARCHE D'INTEGRATION DU CLIMAT DANS LE PROCESSUS BUDGETAIRE

**Traduction budgétaire des axes de la politique climat alignée sur les grandes étapes du cycle budgétaire**

➤ **Formulation:** (i) Cadrage macroéconomique ; (ii) Élaboration du DPBEP qui retrace les orientations budgétaires et l'évolution des prévisions des dépenses et des recettes ; (iii) Actualisation des stratégies et la revue des dépenses sectorielles (*Le caractère transversal des changements climatiques est traité et pris en compte dans les stratégies et les projections financières, l'étude d'impact environnement érigé en critère de l'éligibilité des activités d'investissements etc.*).

➤ **Programmation :** (i) Mise en place du CDMT tendancier sur la base des repères identifiés à l'étape de formulation ; (ii) Élaboration des DPPD en lien avec le DPBEP ; (iii) Examen des cadres de performance des programmes budgétaires consignés dans les DPPD en s'interrogeant sur la dimension climat.

# L'APPOCHE D'INTÉGRATION DU CLIMAT DANS LE PROCESSUS BUDGÉTAIRE

## **Budgétisation :**

(i) Déclinaison du cadre programmatique en activités et en tâches contribuant aux objectifs climat ; (ii) Mise en place de matrice sectorielle des actions liées au changement climatique avec l'appui conseil de la DGB ; (iii) Organisation de séances d'arbitrage pour l'allocation des ressources aux activités budgétaires et spécifiquement aux activités de réponses aux changements climatiques ; (iv) Insertion de mesures incitatives en faveur du climat (exonérations fiscales sur les camions et bus neufs, pollueur payeur etc.).

# CONCLUSION

- **Opportunité** : Accélération de l'intégration des questions du climat au budget à travers la mise en œuvre des ODD.
- **Défis** : Élaboration d'un guide pratique d'intégration du changement climatique dans le budget et renforcement des acteurs de la chaîne PPBES.



MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES  
REPUBLIQUE DU BENIN

# JE VOUS REMERCIE





# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021



Budgétisation inclusive et financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique (BIFCCA)

Intégration du changement climatique dans la planification  
et la budgétisation  
**Financement de la lutte contre le changement climatique  
: l'expérience mozambicaine et les principaux défis à  
relever**

**CRISTINA MATUSSE**

Événement virtuel d'apprentissage et d'échange entre pairs

Les 23 et 24 février 2021

# Sommaire

- I. Contexte
- II. Expériences en matière d'élaboration des politiques et des stratégies et le cadre juridique
- III. Préparer le financement de la lutte contre le changement climatique
- IV. Principaux projets en cours
- V. Prochaines étapes

# Contexte

- Le Mozambique est le 8<sup>e</sup> pays le plus vulnérable au changement climatique, avec 3 principaux types de catastrophes : les inondations, les sécheresses et les cyclones ;
- Leur fréquence et leur ampleur ont considérablement augmenté ces dernières années, rendant le pays encore plus vulnérable ;
- Des études montrent que, d'ici à 2040, le pays perdra entre 1 et 2 % de ses terres côtières ;
- Des études menées par le gouvernement en 2015 ont montré qu'en moyenne, le pays perd environ 400 millions d'USD à la suite de la reconstruction post-catastrophe ;
- C'est dans ce contexte que le pays a mis en œuvre plusieurs initiatives aux niveaux juridique, politique, stratégique et institutionnel, notamment :
  - L'intégration des questions liées au changement climatique dans les systèmes nationaux de planification ;
  - La création d'organismes et d'institutions pour répondre aux programmes mondiaux de l'action climatique et pour accéder aux mécanismes de financement de l'adaptation ;
  - L'introduction d'instruments juridiques traitant spécifiquement des questions environnementales et climatiques.

## Expériences en matière d'élaboration des politiques et des stratégies

- Le Gouvernement mozambicain a donné la priorité à la résilience et à l'adaptabilité climatiques, y compris à la réduction des risques pour les populations, les écosystèmes et l'environnement bâti, ainsi qu'au développement à faibles émissions de carbone, pour faire face aux effets du changement climatique.
- Le principal instrument qui guide la planification au Mozambique est le Plan quinquennal du gouvernement (PQG), qui est rendu opérationnel chaque année par le Plan économique et social.
- Chaque priorité et chaque pilier du PQG contiennent des actions destinées à lutter contre le changement climatique ainsi que des indicateurs de changements climatiques.
- La coordination pour le changement climatique est transversale.

## Expériences en matière d'élaboration des politiques et des stratégies et le cadre juridique

Principaux enseignements pour la gestion des politiques et le développement d'outils de planification :

- **Une plus grande participation des dirigeants communautaires au processus national de planification** – la création de conseils locaux, d'organismes de gestion communautaire des ressources naturelles, de comités de gestion communautaire des risques de catastrophe
- **L'amélioration des mécanismes de partage des recettes destinées aux communautés** - 20 % pour la foresterie et 2,75 % pour les minéraux, le pétrole et le gaz

# Préparer le financement de la lutte contre le changement climatique

- Plusieurs façons d'acheminer le financement extérieur au Mozambique :
  - via le budget national par l'intermédiaire du MdF ;
  - par l'intermédiaire d'institutions « intermédiaires » telles que le PNUD ou la Banque mondiale ;
  - le financement direct à l'agence de mise en œuvre (les ministères ou les ONG).
- Les entités qui reçoivent et administrent des fonds extérieurs sont dispersées, ce qui a des répercussions négatives sur leurs relations :
  - Le Décret n° 26/2011 du 15 juin, par le biais de la Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets (ENAMMC), a désigné le Fonds national de l'environnement (FUNAB) comme entité nationale de mobilisation et de coordination du financement de l'action climatique.
- Afin de superviser le financement des activités environnementales, le Fonds national de développement durable (FNDS - auparavant le FUNAB) est en train d'être accrédité pour pouvoir accéder aux fonds mondiaux pour le climat.

# Principaux projets en cours

- Projets du Programme pilote pour la résilience au changement climatique (PPCR) (PERC) financés par le GBM et la BAD (achevés en 2019)
- Le projet Gestion durable des ressources naturelles pour la croissance et le développement résilients et équitables (SUNRED) – financé par le PNUD
- Le FVC- Fonds vert pour le climat
- La résilience urbaine au changement climatique
- Le Programme d'aménagement forestier, financé par le Groupe de la Banque mondiale, la Suède, etc.)
- Le Projet « SUSTENTA » (Projet de gestion du paysage agricole et des ressources naturelles)
- Le Programme « Growing Blue » (développement d'une économie bleue)
- Parmi plusieurs autres

# Prochaines étapes

- Mettre en œuvre des réformes dans le processus de planification et de budgétisation pour une meilleure approche du changement climatique et des ODD, le SPO (sous-système de planification et de budgétisation) étant l'instrument d'opérationnalisation ;
- Actuellement, le pays fait face à l'instabilité macroéconomique, et les partenaires soutenant le budget national n'ont pas présenté d'engagements pour 2021 ;
- Nous en sommes à un stade avancé de l'intégration des indicateurs du changement climatique et des ODD.

## Défis à relever

- Renforcer les structures de coordination :
  - L'examen des finances publiques,
  - Le financement de la lutte contre le changement climatique et des investissements publics pour assurer la durabilité et la gestion des ressources naturelles.
- Améliorer les statistiques nationales sur l'environnement, le changement climatique et la gestion des ressources naturelles.
- Approfondir les synergies entre les partenaires et le gouvernement pour faire avancer les objectifs des programmes nationaux d'intervention en matière de changement climatique.
- Introduire des marqueurs environnementaux, climatiques et de gestion des risques climatiques dans le budget et le système fiscal, pour l'affectation des ressources provenant du budget national.

OBRIGADO  
THANK YOU  
MERCI BEAUCOUP



# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





# Le Fonds vert pour le climat (FVC) et la budgétisation en Gambie

Abdou Salam Jatta

Direction du budget  
La Gambie

**23/02/2021**



# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





**PEFA**

# Introduction à PEFA climat

Février 2021

Secrétariat PEFA

[www.pefa.org](http://www.pefa.org)  
#PEFA

# 1 | QU'EST-CE QUE PEFA ?



# Le programme PEFA

- PEFA : **D**épenses **P**rogramme de **R**esponsabilité **F**inancière Publiques et partenariat
  - Depuis 2001
  - Neuf partenaires
- Fournit une méthodologie standard ou un cadre d'évaluation de la GFP



# Le cadre PEFA



## ÉLÉMENTS PROBANTS

Fournit, à un instant donné, une analyse approfondie, cohérente et factuelle de la performance de la GFP

## IMPACT

Évalue comment la GFP impacte les principaux résultats budgétaires : la discipline budgétaire globale, l'allocation stratégique des ressources, la prestation efficiente des services

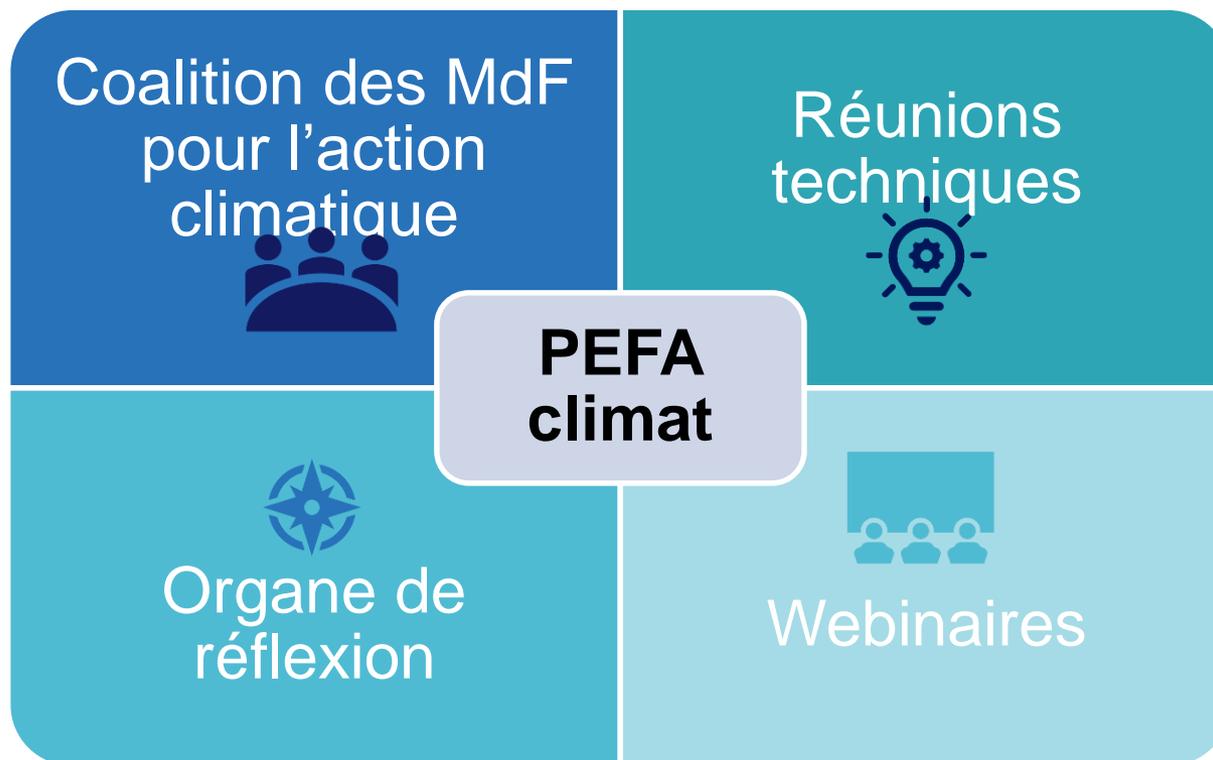
## RÉFORME DE LA GFP

Jette les bases de l'analyse et de l'amélioration de la GFP

**PEFA n'évalue pas les politiques publiques.**

# 2 | QU'EST-CE QUE PEFA CLIMAT ?

# PEFA Climat : Un bien public international fédérant de nombreuses parties prenantes





Dépenses publiques et responsabilité  
financière

Cadre de gestion des finances publiques  
sensible au climat  
(PEFA climat)

Version du 4 août 2020

- **PEFA Climat** fournit une méthodologie standard pour évaluer dans quelle mesure les systèmes de GFP peuvent soutenir la mise en œuvre des politiques publiques de lutte contre le changement climatique
- **L'évaluation est** réalisée
  - à la demande d'un gouvernement
  - avec un mélange d'expertise en matière de GFP et de changement climatique
- Les résultats de l'évaluation sont résumés dans un **rapport d'évaluation PEFA Climat**

# Principaux éléments de l'évaluation



## UN QUESTIONNAIRE DE LANCEMENT

Le questionnaire de lancement permettra d'établir le « profil climatique du pays »

**3 RÉSULTATS, 7 PILIERS, 14 INDICATEURS et 29 DIMENSIONS**

Les indicateurs de performance qui couvrent le cycle budgétaire complet sont ensuite ventilés en dimensions.

**SUR LA BASE D'ÉLÉMENTS PROBANTS**

**BOÎTE À OUTILS**

INDICATEURS
GFPSC-1 Alignement du budget sur les stratégies climat
GFPSC-2 Suivi des dépenses liées au climat
GFPSC-3 Circulaire budgétaire sensible au climat
GFPSC-4. Examen par le pouvoir législatif
GFPSC-5 Gestion sensible au climat des investissements publics
GFPSC-6 Gestion sensible au climat des actifs non financiers
GFPSC-7 Passifs liés au climat
GFPSC-8 Commande publique sensible au climat
GFPSC-9 Gestion des recettes de la fiscalité climat
GFPSC-10 Conformité des dépenses liées au climat
GFPSC-11 Cadre de décentralisation budgétaire sensible au climat
GFPSC-12 Information sur la performance liée au climat
GFPSC-13 Évaluation liée au climat
GFPSC-14 Dépenses exécutées pour l'action climatique

#### NIVEAU DE PRATIQUE DE LA GFPSC SUR UNE ÉCHELLE ORDINALE À QUATRE NIVEAUX

Note	
A	Les questions de changement climatique et la réponse des pouvoirs publics sont prises en compte dans les institutions, processus ou systèmes de GFP
B	Les questions de changement climatique et la réponse des pouvoirs publics sont partiellement prises en compte dans les institutions, processus ou systèmes de GFP
C	Des efforts ont commencé à être déployés pour prendre en compte les questions de changement climatique et la réponse des pouvoirs publics dans les institutions, processus ou systèmes de GFP
D	La performance est inférieure au niveau de base

#### EXEMPLE D'INDICATEUR GFPSC SUR CIRCULAIRE BUDGÉTAIRE

Note	
A	La circulaire budgétaire fournit une méthode de suivi des dépenses liées au changement climatique ainsi que des dépenses défavorables à la politique climatique. Elle contient des conseils sur la façon d'intégrer dans les projets de budget les dépenses prévues pour l'adaptation au changement climatique et pour l'atténuation de ses effets et sur la façon de limiter les dépenses qui ont une incidence négative sur le climat. Elle fait référence aux stratégies nationales de lutte contre le changement climatique.
B	La circulaire budgétaire fournit une méthode de suivi des dépenses liées au changement climatique. Elle contient des conseils sur la façon d'intégrer dans les projets de budget les dépenses prévues pour l'adaptation au changement climatique et pour l'atténuation de ses effets et fait référence aux stratégies nationales de lutte contre le changement climatique.
C	La circulaire budgétaire contient des conseils sur la façon d'intégrer dans les projets de budget les dépenses prévues pour l'adaptation au changement climatique ou pour l'atténuation de ses effets.
D	La performance est inférieure à celle requise pour obtenir la note C.

# Lier PEFA climat au cycle budgétaire

Suivi des dépenses

Décentralisation budgétaire  
Information sur la performance  
Évaluation de la performance

Investissements publics  
Actifs publics  
Pilier III

Passifs

Pilier VII  
Examen ex-post par le pouvoir législatif

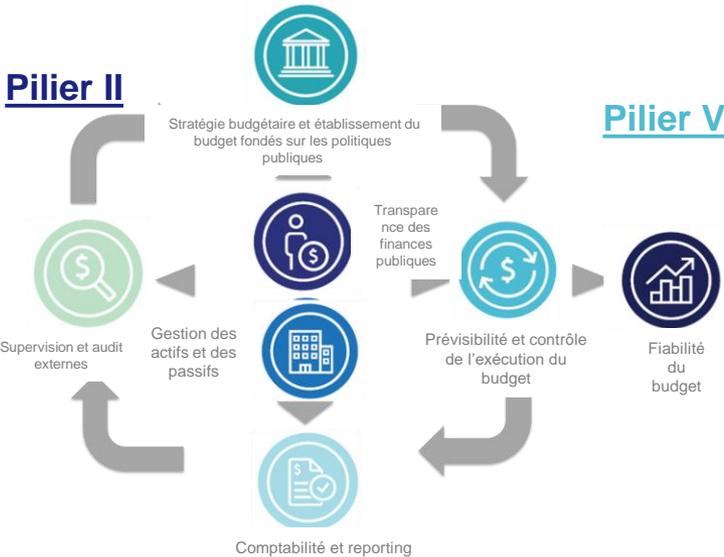
Pilier IV

Alignement du budget

Circulaire budgétaire

Examen ex-ante par le pouvoir législatif

Pilier II



Commande publique

Recettes  
Conformité des dépenses

Pilier I  
Dépenses exécutées

# Entreprendre simultanément PEFA et PEFA climat



Je serai heureux de répondre à vos questions.  
Je vous remercie !



# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021



# PEFA CLIMAT DU SAMOA ÉVALUATION 2020

ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXPÉRIENCE

## LE CHANGEMENT CLIMATIQUE – L'UN DES GRANDS DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT

- Souligne la vulnérabilité du Samoa au changement climatique ;
- Les cyclones imposent des coûts très lourds, tant économiques que sociaux ;
- Par exemple le coût du cyclone Evans correspondait à 30 % du PIB ;
- Le changement climatique doit être au cœur du programme de développement du Samoa.

# STRUCTURE INSTITUTIONNELLE

- Principales institutions – le ministère des Finances et le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement
- Soutien des entreprises d'État à la mise en œuvre d'initiatives/de projets CC
- Reconnaissance de l'aide apportée par les partenaires du développement
- Efforts combinés du gouvernement, en utilisant l'approche sectorielle pour faire face aux impacts du changement climatique

# POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- La Politique de la lutte contre le changement climatique 2020 que le Samoa a récemment adoptée
- La Politique nationale du secteur de l'énergie
- Le Plan national d'action pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets (NAMA)
- Le Code national du bâtiment et les normes nationales de construction
- Le Plan national de gestion des catastrophes

## DÉFIS

- L'évaluation PEFA climat du Samoa était un projet-pilote qui a été mené de manière virtuelle.
- Coordonner et s'assurer que les évaluateurs avaient accès aux dossiers et aux éléments probants sur lesquels s'appuyer pour réaliser leur évaluation.

# OPPORTUNITÉS

- i. Contribuer à résoudre les problèmes liés au changement climatique en vue d'atténuer ses effets négatifs ;
- ii. Donner l'occasion d'augmenter l'allocation des ressources ainsi que d'élaborer des politiques appropriées visant à rationaliser les mesures fiscales en faveur de la lutte contre le changement climatique ;
- iii. Offrir une plateforme solide pour améliorer la cohérence des politiques dans l'espace du changement climatique ;
- iv. Faciliter les efforts du Samoa pour accéder directement au financement du Fonds vert pour le climat (FVC) et devenir une entité nationale de mise en œuvre.
- v. Les expériences des évaluations PEFA climat, nous aident à mieux compléter les efforts du gouvernement.

FA'AFETAI



# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





# **Présentation pour le Dialogue de CABRI sur le cadre PEFA climat au Samoa**

23 FÉVRIER 2021

Richard Neves  
PFTAC (Centre régional d'assistance technique  
du Pacifique)



Donateurs de la Phase V : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, l'Union européenne, la Banque asiatique de développement et la République de Corée

# Introduction

# Structure de la présentation

Introduction au travail de terrain et à l'équipe d'évaluation collégiale

Comprendre le profil climatique samoan

Que mesure une évaluation PEFA ?

Recalibrages

Évaluation préliminaire

Résultat global et prochaines étapes

# Une équipe diversifiée

# Diversité de l'équipe chargée du travail de terrain

Richard Neves (Responsable)	FMI-PFTAC
Iulai Lavea	FMI-PFTAC
David Kloeden	FMI-PFTAC
Guillaume Brulé	Secrétariat
Habiba Gitay	Banque mondiale
Lorena Estigarribia	Pacific Regional Infrastructure Facility
Paula Uluinaceva	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS)

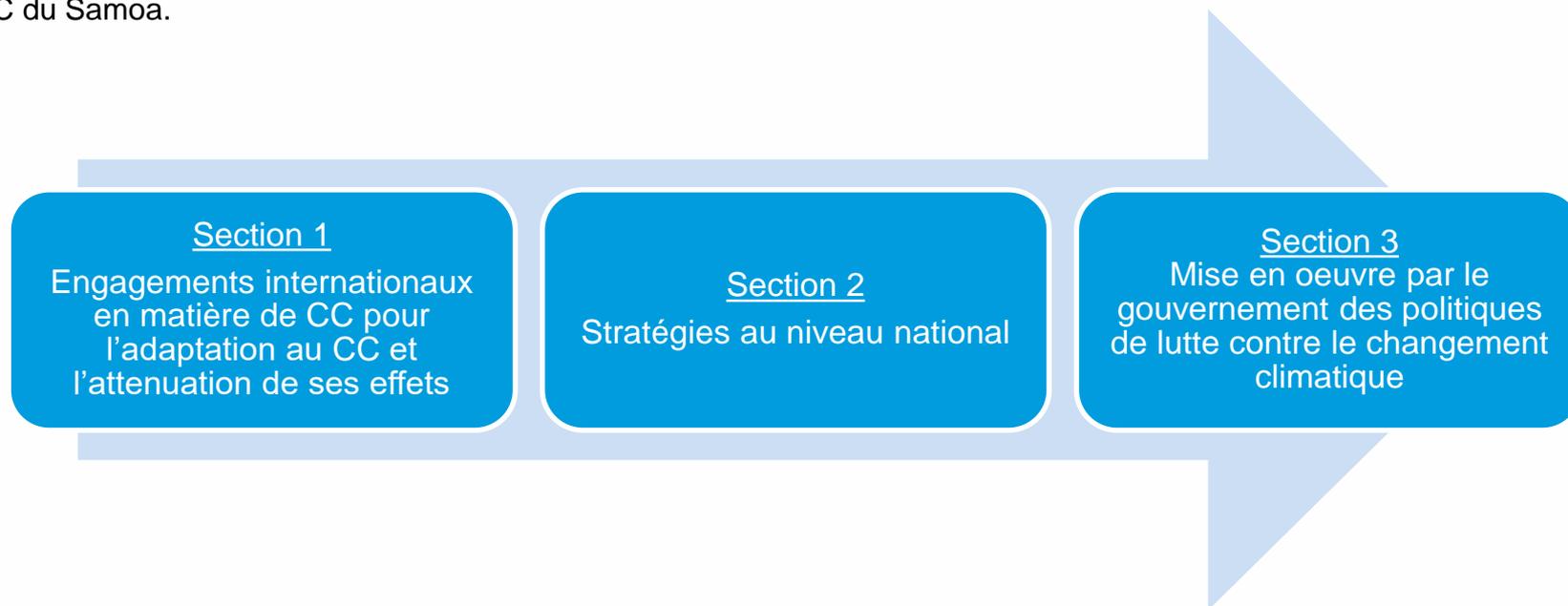
# Diversité des pairs évaluateurs

Représentant gouvernemental	Henry Ah Ching
Secrétariat PEFA	Holy Tiana Rame (Secrétariat PEFA)
Australie (DFAT : ministère des Affaires étrangères et du Commerce))	Coordination par Celeste Powell (Bureau du Pacifique)
Nouvelle-Zélande (MFAT : ministère des Affaires étrangères et du Commerce)	Christine Van Hooft – Conseillère principale (Unité « Gouvernance et Économie »)
FMI (Fonds monétaire international)	Coordination par Majdeline El Rayess (Département des finances publiques)
Union européenne	Marga Peeters
PNUD (Programme des Nations unies pour le développement)	Coordination par Moortaza Jiwani (Gouvernance pour le développement résilient dans le Pacifique)
BAoD (Banque asiatique de développement)	Noelle O'Brien (Département Pacifique)
AJCI (Agence japonaise de coopération internationale)	Taichi Sakano

# Le profil climatique samoan

# Questionnaire initial

Donné au gouvernement pour qu'il le remplisse. Ce questionnaire est décomposé en trois parties afin d'établir le cadre CC du Samoa.



# Engagements internationaux

- Ratification de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) et de l'Accord de Paris sur le changement climatique ?
- Soumission des CDN (contributions déterminées au niveau national) ?
- Élaboration et communication d'une stratégie de développement à faible émission de GES (gaz à effet de serre) à long terme, pour le milieu du siècle ?
  - Quels aspects du CC les stratégies pour le milieu du siècle abordent-elles ?
  - Comment est-il prévu d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de GES, décrits dans les stratégies pour le milieu du siècle ?
  - Comment les objectifs d'adaptation décrits dans la stratégie pour le milieu du siècle seront-ils atteints ?

# Stratégies au niveau national

- Le changement climatique est-il décrit comme une question majeure dans le plan ou la stratégie de développement national pour la croissance économique ?
- Quel est le cadre national de lutte contre le changement climatique ?
- Quels sont les dispositifs institutionnels de mise en œuvre des politiques et des actions liées au changement climatique ?

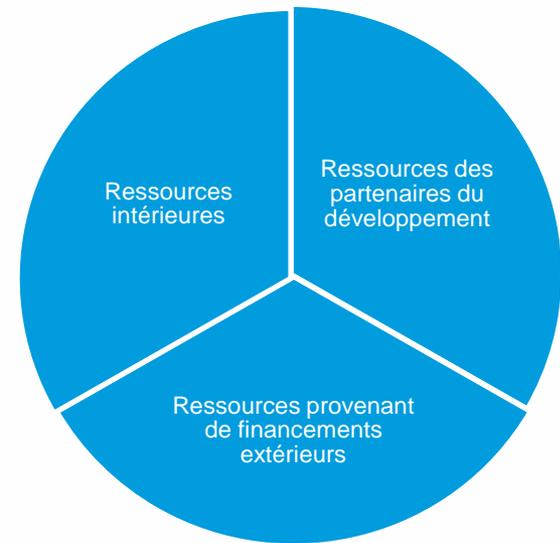
# Mise en œuvre des politiques de lutte contre le changement climatique

- Quelles sont les cinq mesures les plus importantes actuellement mises en œuvre pour réduire les émissions de GES ?
- Quelles sont les cinq mesures les plus importantes actuellement mises en œuvre pour s'adapter aux effets du changement climatique ?
- Existe-t-il un cadre opérationnel de suivi et d'évaluation pour surveiller la mise en œuvre des CDN et des actions climatiques ?
- Y a-t-il eu une évaluation indépendante des réalisations des cibles et des objectifs relatifs au CC au cours des 5 dernières années ?
- Une évaluation des impacts macroéconomiques du changement climatique a-t-elle été réalisée ?

# **Que mesure une évaluation PEFA ?**

# Méthodologie de l'évaluation PEFA climat

- L'évaluation PEFA climat vise principalement à examiner dans quelle mesure les systèmes de GFP du Samoa contribuent à la réalisation des objectifs qu'il a fixés en matière de réduction des émissions de GES et de renforcement de la résilience au changement climatique.
- Elle ne vise pas à vérifier la robustesse du système de GFP pour l'utilisation des fonds de développement



# Élaboration du budget

## Dimensions applicables

Alignement du budget sur les stratégies climat

Suivi des dépenses liées au climat

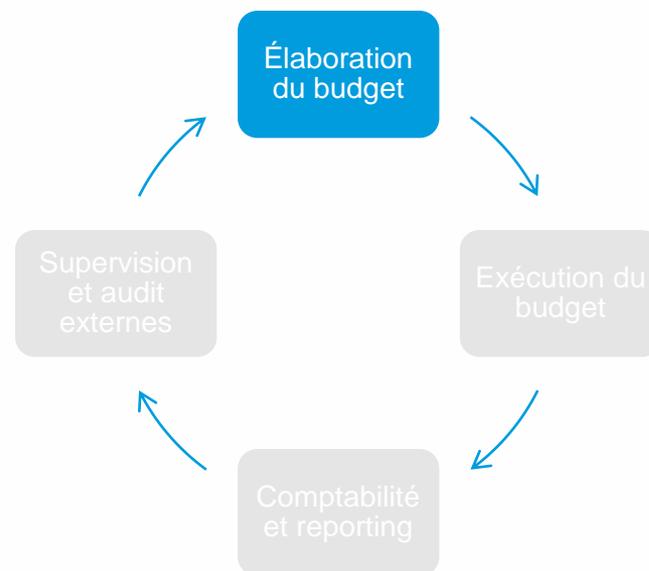
Circulaire budgétaire sensible au climat

Examen du budget par le pouvoir législatif

Dispositions relatives au climat du cadre réglementaire de gestion des investissements publics

Sélection des projets fondée sur le climat

Modalités d'évaluation des projets fondées sur le climat



Le budget est élaboré dans le respect des politiques budgétaires gouvernementales, des plans stratégiques et des prévisions macroéconomiques et budgétaires adéquates.

# Exécution du budget

## Dimensions applicables

Cadre de la commande publique sensible au climat

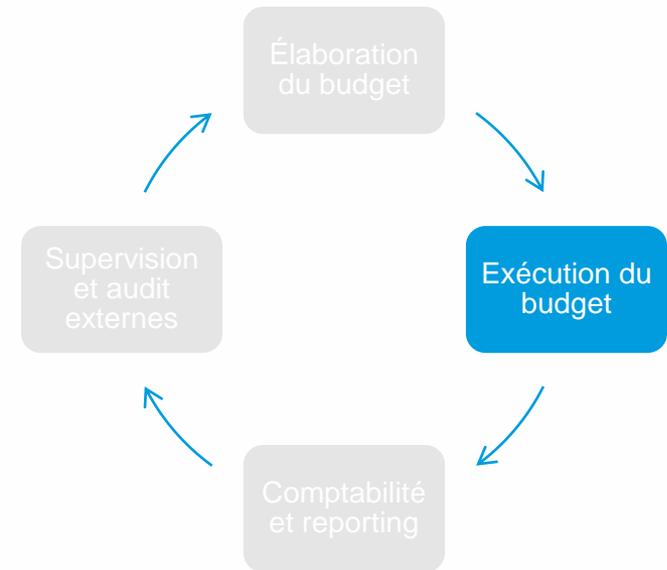
Commandes publiques sensibles au climat

Suivi de la commande publique sensible au climat

Reporting sur la commande publique sensible au climat

Efficacité du système de contrôle des transactions liées au climat

Régularité des transactions liées au climat



Le budget est exécuté dans le cadre d'un système reposant sur des normes, processus et contrôles internes efficaces, visant à garantir que les ressources soient obtenues et utilisées comme prévu.

# Comptabilité et reporting

## Dimensions applicables

Information liée au climat dans les plans de performance

Information liée au climat dans les rapports de performance

Évaluation des dépenses liée au climat

Évaluation des recettes fiscales liée au climat

Dépenses totales exécutées liées au climat

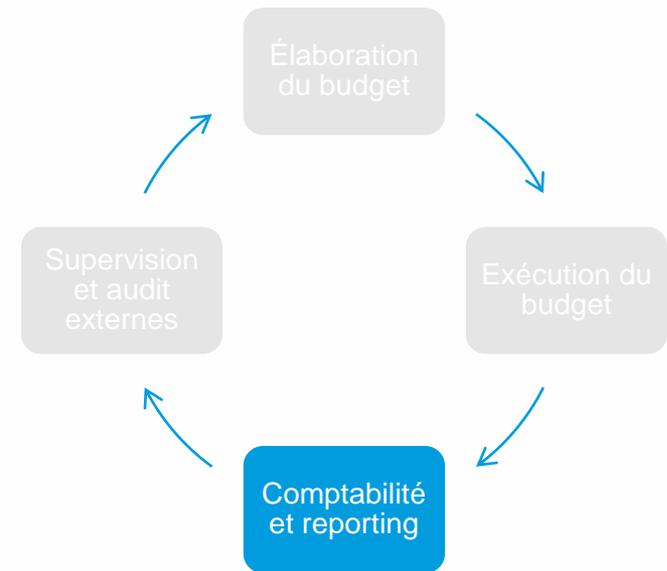
Composition des dépenses exécutées liées au climat

Reporting par les entités chargées de la mise en oeuvre

Gestion sensible au climat des actifs non financiers

Risques budgétaires liés au climat

Dette et garanties liées au climat

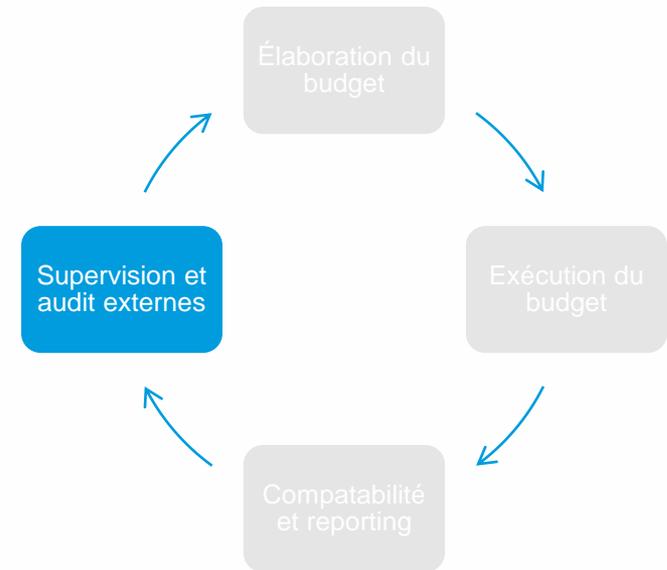


Des données exactes et fiables sont tenues à jour, et les informations sont produites et diffusées en temps voulu pour répondre aux besoins, en matière de prise de décisions, de gestion et de reporting.

# Supervision et audit externes

## Dimensions applicables

Examen des rapports d'audit et d'évaluation par le pouvoir législatif



Les finances publiques sont surveillées de manière indépendante et il existe un dispositif de suivi externe de la mise en œuvre par l'exécutif des mesures d'amélioration recommandées.

# Résultats budgétaires visés

PEFA mesure comment les systèmes, processus et institutions en matière de GFP d'un pays soutiennent la réalisation des résultats budgétaires visés :

## Discipline budgétaire globale

- Contrôle effectif du budget total et gestion des risques budgétaires – ce qui entraîne une stabilité macroéconomique.

## Allocation stratégique des ressources

- Planification et exécution du budget, conformément aux priorités nationales - devrait encourager la réaffectation des priorités de moindre degré à un degré plus élevé (efficacité de la répartition).

## Prestation de services efficiente

- Les recettes budgétisées sont-elles utilisées pour obtenir les meilleurs niveaux possible de services publics dans les limites des ressources disponibles (efficacité opérationnelle).

# Recalibrages

# Recalibrages effectifs

## CRPFM 5.2

- Révision « des critères climatiques d'évaluation et de priorisation sont utilisés pour sélectionner de nouveaux projets d'investissement » pour « des critères climatiques d'évaluation sont utilisés pour prioriser de nouveaux projets d'investissements » dans l'ensemble des notes.
- **Aucun changement aux notes**

## CRPFM 5.3

- Pour une note C, le critère d'exiger des directives d'évaluation de l'appréciation des projets qui recommandent à la fois : « i) les effets sur le changement climatique des nouveaux projets d'investissement ; et, ii) les mesures d'adaptation dans la conception des projets pour faire face aux risques climatiques », a été révisé pour, soit i), soit ii).
- **Impact sur les notes (de D à C)**

## CRPFM 7.2

- Pour une note B, le critère de « produire des rapports dans les délais requis » a été supprimé et remplacé par « la production de rapports obligatoires sur l'action climatique ». Pour une note C, la référence à « la production de rapports obligatoires sur l'action climatique » a été supprimée. Ajout du critère « Les objectifs des emprunts contractés par l'État, tels que stipulés dans le cadre juridique, englobent la couverture des passifs liés au climat »
- **Impact sur les notes (de D à C)**

# Recalibrages effectifs

## CRPFM 8.1

- Pour une note C, le critère d'un cadre qui établit à la fois : « i) des critères clairs permettant de déterminer quels sont les produits ou les services sensibles au climate ; et ii) la portée des opérations de commande publique assujetties à des principes tenant compte du changement climatique » a été révisé pour, soit i), soit ii).
- Impact sur les notes (de D à C)

## CRPFM 8.2

- Pour une note C, le critère selon lequel il faut à la fois : « i) des normes climatiques sont appliquées pour aider à déterminer les exigences des appels d'offres et les cahiers des charges, ou les critères d'attribution des marchés ; et ii) des procédures et des modèles simplifiés permettant d'accélérer la passation des marchés pour répondre à des catastrophes provoquées par le changement climatique », a été révisé pour, soit i), soit ii).
- Aucun impact sur la note

## CRPFM 8.4

- Pour une note C, le critère selon lequel « les commandes publiques d'urgence sont signalées », a été révisé, afin qu'il fasse référence au respect des procédures et des règles exigeant que les commandes publiques d'urgence soient signalées. Auparavant, la note B exigeait la publication d'un rapport, une note B exige maintenant que le cadre établi obtiennent une note C pour exiger la publication. Une note A exige un cadre incluant l'analyse de la mise en œuvre des commandes publiques d'urgence, alors qu'auparavant elle faisait simplement référence à l'inclusion dans le rapport.
- Impact sur les notes (de D à C)

# Recalibrages effectifs

## CRPFM 13.2

- Pour les notes B et C, le critère d'une « évaluation de la contribution de la politique fiscale à l'action climatique », a été révisé, pour être une « évaluation partielle qui comprend des politiques fiscales ou douanières climatiques, qui risquent de nuire à la réalisation des objectifs de la politique climatique ». Pour obtenir une note A, une évaluation indépendante a été étendue à la politique fiscale et douanière plutôt qu'à la seule politique fiscale.
- **Aucun impact sur les notes**

# Résultat global et prochaines étapes

# Discipline budgétaire globale

- 1. Alignement du budget sur les stratégies climat
- 5. Gestion sensible au climat des investissements publics
- 6. Gestion sensible au climat des actifs non financiers
- 7. Passifs liés au climat
- 10. Conformité des dépenses liées au climat
- 14. Dépenses exécutées pour l'action climatique

---

Risques budgétaires

Gestion des actifs non financiers

# Allocation stratégique des ressources

- 1. Alignement du budget sur les stratégies climat
- 2. Suivi des dépenses liées au climat
- 3. Circulaire budgétaire sensible au climat
- 4. Examen par le pouvoir législatif
- 5. Gestion sensible au climat des investissements publics
- 9. Gestion des recettes de la fiscalité climat

---

Définir les dépenses climatiques

Circulaire budgétaire

Sélection des projets

# Prestation de services efficiente

- 1. Alignement du budget sur les stratégies climat
- 4. Examen par le pouvoir législatif
- 8. Commande publique (passation des marchés publics) sensible au climat
- 9. Gestion des recettes de la fiscalité climat
- 10. Conformité des dépenses liées au climat
- 13 Évaluation liée au climat

---

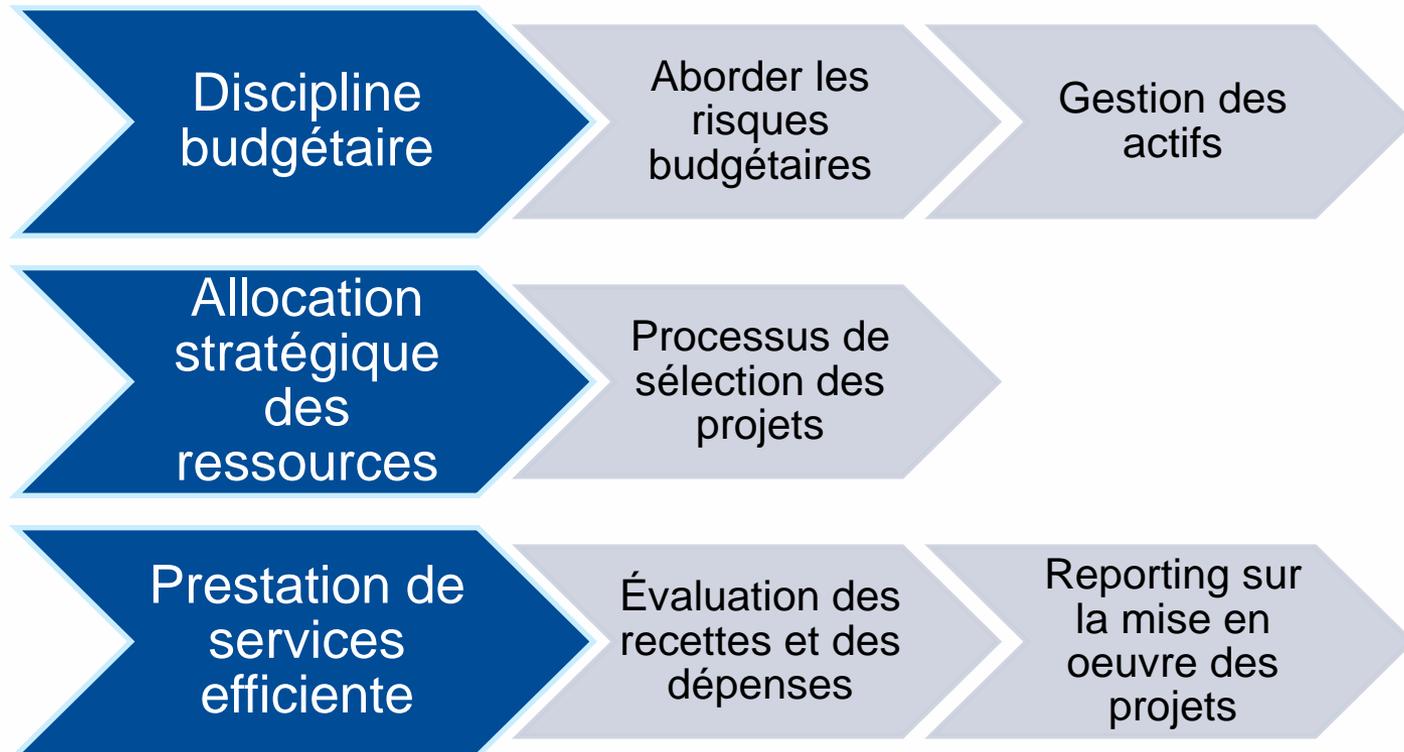
Commande publique

Projet

Évaluation des recettes et des dépenses

Reporting sur la mise en oeuvre des projets

## Aller de l'avant (progression)



# Commentaires et Questions



# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021





# L'intégration du changement climatique dans la budgétisation et la finance

23–24 février 2021

